

Edito

De la « scientificité » de Faire Savoirs

Voilà déjà deux ans que Faire Savoirs a été lancée. Avec aujourd'hui 4 numéros parus, le bilan, certes encore modeste, est néanmoins conséquent.

Quelques chiffres donnent une idée du travail accompli. Ainsi, en comptant le présent numéro, notre revue aura publié une soixantaine d'articles rédigés par plus de 70 auteurs représentant une vingtaine de disciplines, dont certaines n'appartiennent pas aux Sciences de l'Homme et de la Société. Au total, c'est près d'une centaine de personnes qui ont, à divers titres, participé à la réalisation de ces quatre numéros, dont les trois premiers ont, à ce jour, fait l'objet de plus de 16000 consultations en ligne ou téléchargements sur notre site Internet.

Si l'on ajoute à cela les numéros en préparation, tout laisse donc à penser que notre revue est en train de s'inscrire, pas à pas, dans le panorama de l'actualité scientifique de notre région.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le projet de cette revue, son statut dans le champ des publications scientifiques fassent l'objet d'interrogations venant d'horizons les plus divers. S'il semble en effet acquis que Faire Savoirs est bien autre chose qu'une revue de "vulgarisation" ou de simple "valorisation" dont la seule ambition serait de diffuser une information aussi large que possible sur l'état de la recherche régionale en SHS, une question demeure: s'agit-il pour autant et à proprement parler d'une revue scientifique ?

Reconnaissons tout d'abord qu'une telle question est parfaitement légitime. Tous ceux qui ont affaire à notre revue — les auteurs publiés, nos lecteurs, les collaborateurs de notre rédaction, comme les organismes auxquels nous demandons soutien financier ou reconnaissance institutionnelle, — tous ont en effet le droit de connaître le statut attendu et revendiqué des textes diffusés. Au-delà, la question est, pour nous, tout à fait stimulante puisqu'elle nous invite à remettre en débat le projet qui nous a

conduits à lancer une telle revue, et à garder un regard critique sur la façon dont, numéro après numéro, nous nous efforçons de lui donner corps.

En même temps, on nous l'accordera, la question est loin d'être simple puisqu'elle renvoie, ni plus ni moins, à celle de savoir ce qu'on entend par "revue scientifique".

Or, sauf erreur de notre part, il n'existe guère pour l'heure qu'une réponse un tant soit peu claire et cohérente sur le sujet: celle proposée par le modèle de la revue "académique", sorte d'idéal-type dans lequel la légitimité scientifique d'une revue est fondée sur celle des personnes ou organismes qui la dirigent et la contrôlent, et qui outre le rôle qu'elle peut jouer dans la carrière des chercheurs qui y publient, fonctionne comme support d'information et de communication interne à une communauté scientifique le plus souvent fortement spécialisée dans une discipline, voire une sous-discipline, ou un domaine de recherche particulier.

Ce type de publication scientifique fait, on le sait, l'objet de débats, notamment au regard de ce que le développement de la recherche suppose comme support de communication et d'échange scientifique. Il rest qu'un tel modèle — fut-il ajusté à la "modestie" généralement attendue, d'une publication ("qui n'est que") régionale — ne peut évidemment convenir à une revue comme la nôtre, et ceci pour des raisons tenant à la nature même des objectifs poursuivis.

Il en est ainsi de notre projet de développer aussi souvent que possible les approches et coopérations pluridisciplinaires, ce qui, compte tenu de l'état actuel du développement à la fois faible et très inégal de la pluridisciplinarité dans nos domaines de recherche, n'est pas sans effets sur le choix des thèmes abordés et la façon de les traiter; ce qui complique également la question des critères d'évaluation des articles proposés, notamment lorsqu'on se rapproche de textes véritablement interdisciplinaires, dont la parti-

nence relève par conséquent du croisement toujours problématique de plusieurs champs conceptuels et méthodologiques.

Il en est de même de cette autre dimension majeure de notre projet, qui est de faire de cette revue un lieu d'échanges et de coopérations entre chercheurs et non-chercheurs. Se pose alors la question des modes d'écriture et de présentation susceptibles de rendre, autant que faire se peut, les textes publiés accessibles pour un lectorat dont une grande partie, même s'il ne s'agit pas du "grand public" visé par les démarches de vulgarisation, n'appartient pas au monde universitaire et scientifique, et aborde les questions de recherche avec des grilles de lecture et des centres d'intérêts évidemment différents de ceux des chercheurs. De même, prendre au sérieux l'idée de coopérations entre chercheurs et non-chercheurs, amène à affronter la question de la contribution effective de ces derniers à la production de connaissances et peut conduire, lorsque les contraintes du travail d'écriture constituent un obstacle trop important, à la publication de textes de statuts explicitement différents, faisant écho aux différentes formes et étapes que peuvent emprunter l'échange et l'élaboration de savoirs, et dont certains — par exemple issus d'un entretien ou faisant état d'une table ronde — s'éloignent nécessairement des normes classiques de l'article scientifique. En allant plus loin, on ne peut guère à nos yeux agir de manière sensible et durable sur les relations entre recherche et acteurs sociaux sans que ces derniers ne soient parties prenantes de la démarche et de sa mise en œuvre: d'où le choix que nous avons fait d'associer des non-scientifiques aux instances d'orientation de la revue et à son comité de rédaction.

Tout cela nous éloigne donc manifestement du modèle standard adopté par les revues revendiquant le qualificatif de "scientifique".

Pour autant, cet "écart à l'académisme" relève bien, de notre point de vue, d'un choix scientifique, et n'est donc pour nous synonyme d'aucun renoncement quant aux exigences propres au travail de recherche. Comme nos lecteurs l'auront constaté, chacun des articles publiés par Faire Savoirs, quel que soit le type d'écriture adopté ou le statut professionnel de l'auteur, n'a qu'un seul et unique objectif: celui de contribuer, sous les différentes formes possibles de la construction de savoirs, au développement de la recherche et des connaissances sur le thème abordé. Ce qui suppose donc le respect d'une série d'exigences proprement scientifiques — concernant notamment le référencement de l'article dans le champ de savoirs d'ores et déjà établis sur le sujet traité, la rigueur

de l'argumentaire, l'usage contrôlé des concepts et notions utilisés, la fiabilité des données empiriques,... - — et se traduit dans des procédures relativement classiques de sélection des textes: chaque manuscrit est ainsi soumis pour évaluation et commentaires à au moins deux rapporteurs dont les remarques sont transmises par le secrétariat de rédaction aux auteurs pour des réécritures plus ou moins partielles et pouvant concerner tout autant le fond que la forme.

De ces différents points de vue, notre revue applique donc les règles et les procédures les plus généralement admises en la matière.

Sans doute des progrès restent à être faits dans nos méthodes de travail. Sans doute également, faudrait-il élargir encore le cercle des collaborations dont s'entoure notre rédaction et parvenir à faire plus systématiquement encore appel aux compétences les plus incontestables sur chacun des domaines de recherche abordés.

Mais de tels progrès résoudre-t-ils pour autant entièrement et par eux-mêmes la question de la "scientificité" posée à notre revue ?

On peut en douter. Car, il faudrait pour cela avoir une définition suffisamment claire et partagée de ce qu'est la science, alors même qu'une des raisons d'être de Faire Savoirs est précisément d'inciter notre communauté scientifique à chercher, dans les collaborations entre disciplines, comme dans les coopérations avec les acteurs du monde social, de quoi repenser ce que peut signifier "faire science". Le tout, à une époque où, notons-le, certaines des formes y compris parmi les plus reconnues et a priori les plus incontestables de la recherche scientifique sont désormais au centre d'un vaste débat où chercheurs, professionnels, responsables politiques et citoyens sont de plus en plus systématiquement appelés à confronter leurs démarches et points de vue sur ce qu'il en est de la science, tant en ce qui concerne ses règles et ses conditions de développement, qu'en ce qui concerne les usages et effets des savoirs qu'elle produit ou les modalités de leur transmission.

La question a donc toutes les chances de rester largement ouverte et Faire Savoirs souhaite pour sa part y contribuer.

Jacques De Bandt
Jean-René Pendariès
Michel Piolat